

Énergie et climat

1. De quoi est-il question ?

La Suisse s'est fixé des objectifs climatiques ambitieux : elle veut réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 50% d'ici à 2030 et atteindre le zéro émission nette d'ici à 2050. Cela implique des modifications considérables à faire dans les processus industriels et nécessite des investissements élevés dans de nouvelles technologies. La clé pour ce faire réside dans l'électrification : l'ensemble de la mobilité, la production de chaleur et les processus industriels doivent être électrifiés autant que possible afin de pouvoir remplacer les combustibles et les carburants fossiles. Les besoins en électricité non fossile vont ainsi augmenter nettement.

L'industrie tech suisse orientée sur l'exportation apporte une contribution à la protection du climat dans le monde entier à travers ses produits et services novateurs. Il ne faut pas que de nouvelles obligations et de nouveaux coûts viennent mettre en danger la compétitivité du site industriel suisse ni le levier de celui-ci en matière de protection du climat.

2. Contexte / défis / faits et chiffres

L'énergie, la « matière première de base » pour l'industrie tech. L'approvisionnement en énergie fiable et économiquement supportable est indispensable à l'industrie afin d'éviter des arrêts de la production et des pertes économiques. Les coûts d'utilisation du réseau et les taxes en hausse à l'avenir mettent toutefois en péril la compétitivité des entreprises, dont certaines présentent une consommation intensive en énergie, et remettent en question le site de production suisse. Une délocalisation de la production aurait des conséquences négatives au niveau économique mais aussi concernant la protection du climat.

L'approvisionnement en énergie – sûr, durable et compétitif. La menace de l'arrêt du nucléaire, des procédures d'autorisation beaucoup trop longues et incertaines pour les grands projets photovoltaïques et éoliens, ainsi que les extensions du réseau pèsent sur la sécurité d'approvisionnement. La stratégie actuelle d'importation hivernale s'accompagne de risques croissants, car il n'est pas sûr que les pays voisins restent, à l'avenir, en mesure d'exporter ni même qu'ils le souhaitent.

La compétitivité toujours plus sous pression. La transformation vers les énergies non fossiles ainsi que les réductions nécessaires des émissions de gaz à effet de serre nécessitent des investissements considérables en particulier pour les entreprises industrielles à forte consommation d'énergie et à fortes émissions. Parallèlement, les taxes en hausse et les obligations étendues de reporting entraînent des coûts supplémentaires. Cette évolution pèse sur l'industrie suisse, qui doit faire face à la concurrence internationale. Les concurrents étrangers sont largement soutenus par l'État dans leur stratégie de décarbonation. Ils sont souvent soumis à des obligations moindres en raison des mesures de politique industrielle et bénéficient de coûts plus bas pour l'énergie et le réseau.

Objectifs climatiques : l'industrie tient le cap. Les entreprises membres de Swissmem ont réduit leurs émissions de CO₂ de 55% depuis 1990 et leur consommation énergétique de près de 40%. Grâce au remplacement de produits pétroliers par du gaz, elles ont apporté une contribution importante à la réalisation des objectifs climatiques de la Suisse. Le passage du gaz fossile aux gaz verts reste un défi majeur. Cela vaut en particulier pour l'industrie de l'acier et de l'aluminium, qui est tributaire de la chaleur industrielle à haute température.

3. Position de Swissmem / revendications / pistes de solution

Avec ses produits et services novateurs, l'industrie tech suisse dispose d'un levier considérable pour contribuer à la protection du climat dans le monde entier. En effet, elle est fortement orientée vers l'exportation et fait face à la concurrence internationale. Une politique énergétique et climatique économiquement viable doit fournir des réponses sur la façon dont la sécurité d'approvisionnement pourra, à l'avenir, être garantie à tout moment par un

approvisionnement énergétique durable et fiable, à des prix concurrentiels. De meilleures conditions-cadres peuvent permettre d'améliorer aussi la compétitivité du site suisse de recherche, de développement et de production. Concrètement, les instruments d'économie de marché et technologiquement neutres doivent être prioritaires par rapport à des interventions réglementaires ou à des subventions.

- a. **L'objectif zéro émission nette d'ici à 2050 – pour une industrie tech d'avenir.** Swissmem soutient l'objectif zéro émission nette d'ici à 2050. L'industrie tech orientée vers l'exportation contribue à la décarbonation à travers des produits novateurs plus efficaces en termes d'énergie et de ressources.
- b. **Une politique énergétique et climatique suivant l'économie de marché – pour davantage d'innovation et d'efficacité des coûts.** L'approche doit être d'« inciter » et non de « diriger ». La politique énergétique et climatique doit s'appuyer systématiquement sur les principes de l'économie de marché. Les instruments fondés sur l'économie de marché et technologiquement neutres doivent toujours avoir la priorité par rapport aux interventions réglementaires.
- c. **Tarifier le CO₂ – pour davantage de vérité des prix.** Swissmem demande une taxe incitative sur le CO₂ qui doit être remboursée en totalité. La taxe sur le CO₂ doit être étendue aux carburants afin que tous les secteurs soient traités sur un pied d'égalité et contribuent de manière appropriée à la réalisation des objectifs. Il faut viser un prix du CO₂ coordonné à l'international (au niveau des États du G20 ou de l'OCDE).
- d. **L'ouverture technologique – pour des solutions multiples et non des limitations.** La transformation du système énergétique nécessite toutes les technologies de production d'énergie sans combustibles fossiles, à savoir les grandes installations photovoltaïques alpines et éoliennes, mais aussi, à long terme, le nucléaire, qui sera mieux accepté grâce à de nouveaux types de réacteur plus sûrs. Une restriction artificielle des solutions envisageables par des interdictions de technologie ne réduit pas la pression sur les intérêts de protection de la nature. Il ne s'agit pas de créer des limitations, mais de permettre des solutions multiples. Les centrales à gaz pourraient soutenir l'intégration des nouvelles énergies à titre de solution transitoire. Si elles sont alimentées au moyen de combustibles basés sur de l'électricité (e-carburants), elles font également partie de la solution. Dans l'intervalle, la poursuite de l'exploitation des centrales nucléaires existantes nous accorde un temps précieux afin que des solutions novatrices puissent être développées ou implémentées à grande échelle et qu'elles puissent pénétrer le marché.
- e. **L'efficacité énergétique – pour une contribution à la sécurité d'approvisionnement qui soit efficace en termes de coûts.** L'augmentation de l'efficacité énergétique est le moyen le plus efficace pour renforcer la sécurité d'approvisionnement et pour réduire la pénurie d'électricité hivernale. Ce qui fonctionne très bien pour réduire le CO₂ dans l'industrie devrait être transposé à l'électricité. Par analogie au système de convention d'objectifs existant dans la Loi sur le CO₂, le système de convention d'objectifs de la LEnE avec remboursement du supplément réseau doit être ouvert à toutes les entreprises. Les entreprises industrielles s'engagent à mettre en œuvre des mesures d'efficacité électrique et, en contrepartie, elles sont exemptées du supplément réseau servant au financement de nouvelles capacités de production. L'amélioration de l'efficacité réduit la pénurie d'électricité hivernale et diminue les besoins en capacités de production chères, fortement subventionnées et qui restent à mettre en place.
- f. **L'ouverture du marché de l'électricité – pour davantage de concurrence et une innovation favorable au système.** Swissmem s'engage en faveur de l'ouverture complète du marché de l'électricité. Celle-ci permet l'établissement de nouveaux produits et services, ainsi que de modèles commerciaux novateurs tels que des marchés énergétiques locaux ou des programmes de réponse à la demande. Si, de ce fait, l'exploitation et la sollicitation de l'infrastructure de réseau peuvent être optimisées, cela se répercute aussi positivement, à moyen et long terme, sur les coûts d'utilisation du réseau.
- g. **L'accord sur l'électricité avec l'UE – pour une meilleure coopération et une meilleure intégration systémique.** L'intégration de la Suisse dans le marché intérieur européen de l'électricité renforce la sécurité d'approvisionnement. Elle est indispensable pour garantir une stabilité du réseau qui soit aussi efficace en termes de coûts. C'est pourquoi Swissmem demande la conclusion d'un accord sur l'électricité avec l'UE : il est en effet d'intérêt économique supérieur.

- h. Des conditions-cadres de politique économique optimales – pour la réussite de l'industrie tech suisse.** Une industrie tech suisse durable et porteuse d'avenir nécessite un environnement de politique économique qui promeuve la recherche, le développement et l'innovation. Ainsi, l'industrie tech suisse orientée vers l'exportation peut continuer de contribuer mondialement à davantage de protection du climat grâce à ses produits et services novateurs.

Pour de plus amples renseignements chez Swissmem :

– Philipp Bregy, chef du secteur Énergie, tél. 044 384 48 04, p.bregy@swissmem.ch